



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Vague de démissions chez les forces de l'ordre

Question écrite n° 9467

Texte de la question

Mme Mathilde Paris attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer au sujet du fort taux de démission constaté ces dernières années au sein des rangs de la police et de la gendarmerie. Depuis la pandémie de la covid-19, le nombre de personnels quittant la police et la gendarmerie nationale ne cesse de croître. Sur les cinq dernières années, le record du nombre de départs a été atteint en 2021, avec 10 840 départs (ce qui représente une hausse de 33 % en quatre ans) avant d'être de nouveau battu en 2022 avec 15 078 départs (+25 % par rapport à l'année précédente). Ainsi, alors que le taux moyen de démission en France, tous secteurs confondus, s'élève à 2,7 %, il avoisine les 10 % chez les policiers et les gendarmes. Ce phénomène ne s'explique pas par les départs en retraite, globalement stables sur la période, mais plutôt en raison d'une dégradation des conditions d'exercice du métier. Des horaires extensifs, jusqu'aux mutations, en passant par le manque de moyens, une charge de travail harassante et des conditions de travail dégradées, les témoignages dénoncent de nombreux problèmes. Le rapport de la Cour des comptes relatif à la « Mission sécurité », publié en avril 2023, révèle une dégradation globale des indicateurs relatifs au nombre de crimes et délits, au nombre de victimes, en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, ainsi que ceux relatifs au nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens. Ainsi, les conditions d'exercice sont mauvaises et le nombre de dossier à traiter ne désamplifie pas. Face à cette situation délétère, elle souhaite attirer son attention sur le quotidien des forces de l'ordre et lui demande de prendre des mesures concrètes face à cette vague de « grande démission ».

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Paris](#)

Circonscription : Loiret (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9467

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur et outre-mer

Ministère attributaire : [Intérieur et outre-mer](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 juin 2023](#), page 5718

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)